

**Association GEIQ des Industries
Technologiques d'Aquitaine
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher, BP 18
40220 TARNOS**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Association GEIQ des Industries Technologiques
d'Aquitaine
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher, BP 18
40220 TARNOS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'assemblée générale de l'association GEIQ des Industries Technologiques d'Aquitaine,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GEIQ des Industries Technologiques d'Aquitaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



III - OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions d'exploitation » de la partie « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec la DIRRECTE dans le cadre du FSE.

IV - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux produits à recevoir, détaillés dans le paragraphe « Produits à recevoir par postes du bilan » présenté en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des produits à recevoir précités sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés



jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 15 septembre 2023

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY

Cogérante

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	7 235	5 702	1 533	1 901	- 368
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	80 000		80 000		80 000
Autres	915		915	1 005	- 90
TOTAL (I)	88 150	5 702	82 448	2 906	79 542
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	836 865	141 817	695 048	732 915	- 37 867
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	278 676		278 676	110 618	168 058
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	787 436		787 436	844 391	- 56 955
Charges constatées d'avance				4 788	- 4 788
TOTAL (II)	1 902 977	141 817	1 761 160	1 692 712	68 448
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 991 127	147 519	1 843 608	1 695 619	147 989



Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	511 799	345 481	166 318
Excédent ou déficit de l'exercice	280 591	166 317	114 274
Situation nette (sous total)	792 389	511 799	280 590
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	766	950	- 184
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	793 155	512 748	280 407
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		270 698	- 270 698
Emprunts et dettes financières diverses	17 442		17 442
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	747 379	512 480	234 899
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	285 542	398 207	- 112 665
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	90	1 185	- 1 095
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		300	- 300
TOTAL (IV)	1 050 453	1 182 870	- 132 417
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 843 608	1 695 619	147 989


**commissaire
aux comptes**

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	7 650	8 400	- 750	-8,93
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 665 886	1 506 206	159 680	10,60
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	304 741	137 562	167 179	121,53
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	854 807	719 023	135 784	18,88
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	70	2 861	- 2 791	-97,55
Total des produits d'exploitation (I)	2 833 154	2 374 051	459 103	19,34
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	903 131	565 967	337 164	59,57
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	21 071	20 003	1 068	5,34
Salaires et traitements	1 228 842	1 326 089	- 97 247	-7,33
Charges sociales	202 622	242 375	- 39 753	-16,40
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	116 299	6 802	109 497	N/S
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	5	312	- 307	-98,40
Total des charges d'exploitation (II)	2 471 970	2 161 549	310 421	14,36
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	361 184	212 503	148 681	69,97
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	202	395	- 193	-48,86
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	202	395	- 193	-48,86
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	5	698	- 693	-99,28
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	5	698	- 693	-99,28
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	198	-303	501	165,35
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	361 382	212 200	149 182	70,30
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	184	184		0,00
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	184	184		0,00
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	4		4	N/S
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	4		4	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	180	184	- 4	-2,17
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	80 971	46 066	34 905	75,77
Total des produits (I + III + IV)	2 833 540	2 374 630	458 910	19,33
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 552 950	2 208 313	344 637	15,61
EXCEDENT OU DEFICIT	280 591	166 317	114 274	68,71



PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 843 608,47 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 280 590,55 €.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Création courant 2021 d'un groupement d'employeur dénommé "A LUNDI" qui regroupe depuis avril 2022 l'ensemble du personnel permanent ainsi que les frais de fonctionnement.

Le GEIQ ITA reste l'employeur des personnels mis à disposition et prend en charge les frais de formation ainsi que quelques frais généraux directement affectés.

Les frais communs afférents aux différentes entités adhérentes à "A LUNDI" sont pris en charge en fonction des consommations respectives.

En qualité de membre fondateur du GE "A LUNDI", le GEIQ ITA a effectué au titre de l'exercice un apport avec droit de reprise auprès du GE "A LUNDI" d'un montant de 80 000 €. Cette somme est comptabilisée à l'actif du bilan dans la rubrique "immobilisations financières".

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				7 235
Immobilisations corporelles	7 235			
Immobilisations financières	1 005	80 000	90	80 915
TOTAL	8 240	80 000	90	88 150

Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				5 702
Immobilisations corporelles	5 334	368		
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	5 334	368		5 702

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Matériel bureau et info bdx	3 555	3 555	0	3 ans
Mobilier bordeaux	3 680	2 147	1 533	10 ans
TOTAL	7 235	5 702	1 533	

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	80 915		80 915
Actif circulant & charges d'avance	1 115 541	1 115 541	
TOTAL	1 196 456	1 115 541	80 915

Provisions pour dépréciation

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	32 320	115 931	6 434	141 817
Comptes financiers				
TOTAL	32 320	115 931	6 434	141 817

Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	127 014
Autres créances	156 121
Disponibilités	
TOTAL	283 136

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des fonds propres

Mouvements des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Capital social				
Réserve légale				
Autres réserves				
Report à nouveau	345 481	166 317		511 799
Résultat	166 317	280 591	166 317	280 591
Subvention d'investissement	950		184	766
TOTAL	512 748	446 909	166 501	793 156

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	17 442	17 442		
Fournisseurs	747 379	747 379		
Dettes fiscales & sociales	285 542	285 542		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	90	90		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 050 453	1 050 453		

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	626 280
Dettes fiscales & sociales	22 110
Autres dettes	
TOTAL	648 390



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	1 573 361	94,45 %
Produits des activités annexes	92 525	5,55 %
TOTAL	1 665 886	100.00 %

Reprises provisions et transferts de charges

Détail des reprises sur amort. et prov et transfert de charges	Montant total	Taux
Reprise provision clients	6 434	0,75%
Remboursements formations	549 948	64,34%
Remboursements tutorat	84 180	9,85%
Avantage en nature	2 364	0,28%
Aides à l'embauche	207 108	24,23%
Aides Agefiph	4 667	0,55%
Autres	106	0.01%
TOTAL	854 807	100,00%



AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite :

N'ayant plus de salariés permanents, la provision pour IFC devient sans objet.

Effectif moyen de l'exercice :

L'effectif moyen sur l'exercice s'élève à 55 ETP (équivalent temps plein) et se décompose de la manière suivante :

- Permanents : 1 ETP
- Personnel mis à disposition : 54 ETP
 - Site de Tarnos : 16 ETP
 - Site de Pau : 21 ETP
 - Site de Bruges : 16 ETP

Subventions d'exploitation :

L'association avait conclu avec la DIRRECTE une convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021. Cette convention prévoyait notamment une contribution financière.

Tant que les garanties relatives aux conditions d'attribution n'étaient pas remplies avec certitude, la contribution financière n'était pas constatée en produit.

Le montant relatif à 2019 s'élevait à 57 557 € et avait été comptabilisé sur l'exercice 2020.

Le "contrôle de service" au titre de la période 2020/2021 a eu lieu courant 2022 et a validé une contribution de 115 581 €. Cette contribution est constatée dans la rubrique "subvention d'exploitation" de l'exercice 2022 et a été encaissée début 2023.



